

Dépêche AEF : Rentrée : 10 000 places créées dans des formations courtes et les licences en tension. Réactions de la CPU et du SNPDEN

7-9 minutes

10 000 places seront créées à la rentrée, dans des formations courtes et les licences en tension, pour les bacheliers n'ayant pas encore de réponses à leurs vœux sur Parcoursup, dont 3 000 en BTS et 2 000 en formations de soins infirmiers, précise le [MESRI](#) à AEF info le 21 juillet 2020, après l'interview de Frédérique Vidal, dans [Le Parisien](#). La [CPU](#) "espère avoir été entendue sur les moyens", alors que s'ouvrent des "négociations" avec les rectorats. Le [SNPDEN](#) "s'adapte et s'organise", malgré un surcroît d'organisation.



Frédérique Vidal quitte ses fonctions de ministre de l'ESRI Droits réservés - DR

9 500 bacheliers n'ayant pas reçu de réponse favorable à leur demande sur Parcoursup, le MESRI financera 10 000 places supplémentaires pour la rentrée, "en adéquation avec les demandes de ces étudiants, beaucoup dans des formations courtes, les filières sanitaire et sociale ou paramédicale", indique

Frédérique Vidal au [Parisien](#) le 21 juillet 2020, après avoir commencé à communiquer sur ces créations de places le 17 juillet (lire sur AEF info [ici](#) et [ici](#)).

Interrogé par AEF info, le cabinet de la ministre précise que "des discussions sont en cours entre les recteurs et les présidents d'université afin de créer ces places. Pour près de la moitié, elles sont prévues dans les licences en tension. L'objectif est également de développer les formations courtes avec les universités afin de permettre à des nouveaux bacheliers de compléter leur formation et d'affiner leur projet d'orientation, et à d'autres étudiants de compléter leurs compétences techniques et professionnelles pour mieux entrer ensuite sur le marché du travail."

2 000 places en plus dans les IFSI

Le rapport sur les conclusions du "Ségur de la santé", rendu public le 21 juillet, confirme l'extension des capacités de formation des [Ifsi](#) offertes sur Parcoursup comprise entre +5 % et +10 %, soit une cible de 2 000 places supplémentaires dès la rentrée 2020 et poursuivie dans les 5 ans à venir.

Dans l'interview au *Parisien*, Frédérique Vidal constate le chiffre "élevé" de 103 000 candidats cette année pour les formations en soins infirmiers en raison notamment de la crise du Covid-19 qui a mis en avant le rôle des soignants. Les demandes de formations paramédicales ont été aussi multipliées "par deux ou trois" sur Parcoursup, précise-t-elle.

En BTS, le nombre de places supplémentaires sera de 3 000. Pour rappel, le MESRI avait signalé le 17 juillet que "plus de 7 500 formations proposent encore des places vacantes".

En outre, rappelle Frédérique Vidal dans *Le Parisien*, "d'autres jeunes pourront aussi bénéficier, par exemple, d'une aide à la mobilité, 500 euros versés à la rentrée, pour leur faciliter les déplacements et suivre des cours dans une université un peu plus éloignée de leur domicile. [...] Il existe également, dans certaines villes moyennes, des campus connectés qui permettent à n'importe qui d'étudier à distance".

les réactions de la CPU et du SNPDEN



Guillaume Gellé, président de la commission formation et insertion professionnelle de la CPU et président de l'Urca (Université de Reims Champagne-Ardenne).

| Droits réservés - DR

La CPU "espère avoir été entendue sur les moyens". "Sur la méthode, les créations de places ne sont pas nouvelles en tant que telles. Depuis deux ans, les universités et les rectorats accompagnent les entrées des lycéens dans l'enseignement supérieur", indique Guillaume Gellé, président de la commission formation et insertion professionnelle de la CPU à AEF info. "Il peut s'agir, selon les cas, d'exploiter au maximum les disponibilités existantes, de proposer aux lycéens des formations similaires à celles qu'ils demandent, de créer de nouvelles places...", précise-t-il.

Ce qui est nouveau et "plus complexe" cette année, "c'est le flux de lycéens concernés avec les bons résultats au baccalauréat en particulier". Il ne s'agit donc pas seulement de créer des places "ici et là dans une démarche de cas par cas", mais parfois de créer des places pour des "groupes entiers de lycéens".

Les universités, "heureusement, ont une certaine expérience en la matière, en plus des créations dans les filières existantes, elles essaient aussi de développer des dispositifs innovants pour l'insertion professionnelle ou l'orientation au niveau du bac+1. Une proposition est actuellement en cours au niveau de la CPU ou des dispositifs proposant des remises à niveau et du temps pour finaliser un projet d'orientation, à l'image par exemple de Paréo

proposé par l'université de Paris [ex-université Paris-Descartes] ([lire sur AEF info](#))".

Accueillir des groupes entiers de lycéens, "cela signifie qu'il faut des moyens en conséquence. J'espère que nous avons été entendus sur ce point", poursuit Guillaume Gellé, alors que des "négociations" sont en train de s'ouvrir avec les rectorats sur le montant financier de chacune des nouvelles places ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [ici](#)).



Gwénael Surel, secrétaire national de la commission pédagogie du SNPDEN.

Le SNPDEN "s'adapte et s'organise". "Depuis le 10 juillet, dans certaines académies, des rectorats appellent les chefs d'établissements en vue de la création de places de BTS. Cela se fait au cas par cas et clairement, semble-t-il, là où il y a des vœux encore en attente. Il ne s'agit pas 'd'ouvrir pour ouvrir' et c'est une bonne chose", indique à AEF info Gwénael Surel, secrétaire national de la commission pédagogie du SNPDEN. Il cite l'exemple du BTS "banque" de son établissement (Nelson Mandela à Nantes) où 25 places ont été créées et pourvues en 3 jours.

"Le SNPDEN ne peut être que d'accord avec ces créations de places pour des bacheliers, d'autant que certains risqueraient de décrocher s'ils n'allaient pas en BTS. On s'adapte et on s'organise...", indique-t-il. Pour autant, "cela entraîne une organisation et une logistique supplémentaires alors que tous les personnels sont déjà épuisés. Il faut trouver des professeurs, prévoir de nouveaux emplois du temps..." La démarche aurait

aussi pu être davantage anticipée, estime-t-il. Il juge enfin que "seulement" 9 500 jeunes encore en recherche d'une place, ainsi que l'indique le MESRI, "c'est un bon résultat".

Pour rappel, la C3D estime de son côté que "l'accueil d'étudiants surnuméraires apparaît pour le moins surréaliste". Tandis que l'Unef "tire la sonnette d'alarme" sur la sélection ([lire sur AEF info](#)).

Tickets-restaurants à 1 euro pendant 1 an

Dans *Le Parisien*, Frédérique Vidal revient aussi sur le ticket-restaurant à 1 euro pour les boursiers, qui est programmé pour durer un an minimum ([lire sur AEF info](#)). Cette aide, qui représente un budget de 50 millions d'euros, figure au budget du ministère pour l'année 2021 et sera disponible sur l'ensemble de l'année universitaire". Par ailleurs, le MESRI travaille à "faciliter l'accès aux jobs au sein des universités, des Crous ou des bibliothèques universitaires" et à "offrir davantage d'emplois étudiants, comme ceux qui consistent à surveiller une salle de ressources informatiques quelques heures par semaine par exemple".